

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	V
Introduction générale	1
Section 1. La marge de manœuvre du législateur pour définir la notion de travailleur	4
§ 1. La limitation de la marge de manœuvre du législateur en droit interne	4
§ 2. Le droit économique de l'Union européenne comme source de limitation	6
Section 2. Question de recherche et méthode utilisée	10
 Chapitre préliminaire. La notion de travailleur en droit du travail de l'Union européenne	 15
Section 1. Genèse et développements jurisprudentiels	17
§ 1. Les premières interventions jurisprudentielles	17
§ 2. L'arrêt <i>Lawrie-Blum</i> , une décision fondamentale	18
§ 3. L'extension de la jurisprudence <i>Lawrie-Blum</i> aux directives réglementant le travail	19
Section 2. Les critères de la subordination et de la rémunération dans la jurisprudence	24
§ 1. La notion de subordination	25
§ 2. La notion de rémunération	29
Section 3. Conclusions du chapitre	32
 Première partie: Le critère du lien de subordination	 35
Introduction	37
Titre premier. Le critère en droit belge	39
Chapitre premier. Genèse et évolution	39
Section 1. La question sociale	39
§ 1. Les relations de travail avant la révolution industrielle	40
§ 2. La révolution industrielle et la « question sociale »	41
Section 2. L'évolution jurisprudentielle de la notion de subordination avant la loi-programme du 27 décembre 2006	43
Chapitre 2. La notion de subordination	45

Section 1.	La définition de la notion de subordination	46
§ 1.	Définition positive de la subordination	46
§ 2.	Définition négative de la subordination	47
I.	La théorie des degrés distincts de la subordination	47
II.	La dépendance économique	48
III.	L'intégration du travailleur dans une entreprise comprise comme une communauté organisée et hiérarchisée	49
§ 3.	Conclusion	51
Section 2.	La subordination dans la loi sur la nature des relations de travail	51
§ 1.	Cadre normatif de la loi	52
§ 2.	Les critères généraux introduits par la loi sur la nature des relations de travail	54
I.	Volonté des parties exprimée dans la convention	54
II.	Liberté d'organisation du temps de travail	55
III.	Liberté d'organisation du travail	55
IV.	Contrôle hiérarchique	57
V.	Appréciation des critères généraux par le juge	58
§ 3.	Les éléments neutres	58
I.	L'article 333, § 2, de la loi-programme	58
II.	L'article 333, § 3, de la loi-programme	61
§ 4.	Les critères spécifiques de l'article 334	62
§ 5.	Conclusions	62
Chapitre 3.	Les mécanismes de preuve du lien de subordination	63
Section 1.	Les modes de preuve du lien de subordination	63
Section 2.	Les présomptions légales en matière de contrat de travail	66
§ 1.	Les présomptions d'existence d'un contrat de travail	67
I.	Les présomptions de contrat de travail à sens unique	67
II.	Les présomptions à double sens	72
§ 2.	L'extension en droit de la sécurité sociale	74
Section 3.	L'impact de l'existence des présomptions sur la notion de contrat de travail	75
Chapitre 4.	Conclusions du Titre premier	77
Titre 2. L'impact du droit économique européen sur le critère belge		79
Chapitre premier :	Les présomptions face au droit économique européen	79
Section 1.	Des restrictions aux libertés d'établissement et de prestations des services	79
Section 2.	De l'existence d'une justification des présomptions	85
Section 3.	Conséquences en droit du travail belge	89
Chapitre 2 :	L'émergence du travail de plateformes	90
Section 1.	Le phénomène du travail de plateformes	91
§ 1.	Contexte : des salariés autonomes et des indépendants économiquement dépendants	92
§ 2.	Le travail de plateformes, une « zone grise » entre le travail salarié et l'indépendance	94
Section 2.	Droit du travail belge et travail de plateformes	95

§ 1.	La loi-programme du 1 ^{er} juillet 2016 : la (non-)position du législateur	96
§ 2.	La position de la jurisprudence	97
§ 3.	La présomption introduite par la loi du 3 octobre 2022	102
I.	La présomption de contrat de travail en faveur des travailleurs de plateformes	103
II.	La couverture des accidents survenus aux collaborateurs indépendants	105
III.	Comparaison avec la proposition de directive	106
§ 4.	Les autres options du législateur	107
I.	Le maintien d'une division binaire entre travailleur salarié et indépendant	108
II.	La sortie de la logique binaire	108
Section 3.	Impact du droit économique européen sur les options du législateur belge	112
§ 1.	La définition de la notion de travailleur en droit économique européen	113
I.	Les arrêts qui ont recours à la définition utilisée en droit du travail européen	114
II.	Les arrêts qui s'écartent de la définition utilisée en droit du travail européen	115
A)	<i>Le droit primaire de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services</i>	116
B)	<i>Le droit dérivé de la libre prestation des services et de la liberté d'établissement</i>	118
C)	<i>Le droit de la concurrence</i>	119
III.	Conclusions du paragraphe 1 ^{er}	125
§ 2.	Les définitions des travailleurs salarié et indépendant confrontées au travail de plateformes	126
I.	Les décisions antérieures à l'ordonnance <i>Yodel</i>	126
II.	L'ordonnance <i>Yodel</i>	129
III.	Conclusions du paragraphe 2 et enseignements pour le droit belge	131
§ 3.	L'influence de la jurisprudence de la Cour sur le législateur européen	132
I.	La directive	134
II.	Les lignes directrices	139
III.	Conclusions du paragraphe 3 et enseignements pour le droit belge	143
Chapitre 3.	Conclusions du Titre 2	144
Deuxième partie: Le critère de la rémunération		147
Introduction		149
Titre premier. Le critère en droit belge		150
Chapitre premier. Genèse et évolution		150
Section 1.	La rémunération dans le Code civil	151
Section 2.	La rémunération et l'émergence du droit du travail	151
Section 3.	Une première définition légale	153
Chapitre 2.	La notion de rémunération en tant qu'élément constitutif du contrat de travail	153

Section 1.	La définition positive de la notion de rémunération	154
Section 2.	La définition négative de la notion de rémunération	158
§ 1.	Les libéralités	158
§ 2.	Les indemnités	160
§ 3.	Les réductions accordées par les entreprises à leurs travailleurs sur les produits dont elles assurent la vente	163
§ 4.	L'indifférence du mobile qui anime les parties	164
Section 3.	Conclusion	167
Chapitre 3.	Régimes d'indemnisation spéciaux	167
Section 1.	L'indemnité forfaitaire du volontaire	168
Section 2.	L'indemnité de travail associatif	171
§ 1.	Le travail semi-agoral	172
§ 2.	Le travail associatif	174
§ 3.	À titre de comparaison : le flexisalaire	180
Chapitre 4.	Conclusions du Titre Premier	186
Titre 2.	L'impact du droit économique de l'Union européenne sur le critère belge	188
Chapitre premier.	La notion de rémunération en droit économique de l'Union européenne	189
Chapitre 2.	Les régimes spéciaux d'indemnités confrontés au droit européen des aides d'État	191
Section 1.	Le champ d'application du droit des aides d'État	192
§ 1.	L'aide a-t-elle été versée à une entreprise ?	193
§ 2.	L'origine de l'aide	193
§ 3.	La sélectivité de la mesure	196
§ 4.	L'affectation de la concurrence et des échanges entre États membres	201
§ 5.	L'octroi d'un avantage	202
§ 6.	Conclusion	204
Section 2.	Les cas exclus du champ d'application du droit des aides d'État	205
§ 1.	Les exclusions prévues par le T.F.U.E.	205
I.	L'article 106, paragraphe 2, du T.F.U.E.	206
II.	L'article 107, paragraphes 2 et 3, du T.F.U.E.	207
§ 2.	Les cas exclus par la Commission européenne	208
I.	Les règlements <i>de minimis</i>	209
II.	Le règlement général d'exemption par catégories	211
A)	<i>L'exception en faveur des PME</i>	213
B)	<i>Les exceptions en faveur de la culture et du sport</i>	214
III.	Les communications et lignes directrices	214
§ 3.	Conclusion	215
Section 3.	La procédure devant la Commission en vertu de l'article 108, § 3, du T.F.U.E.	216
§ 1.	La compétence de la Commission	216
§ 2.	La compétence du juge national	218
§ 3.	Examen de compatibilité	219
Section 4.	Conclusion	221
Chapitre 3.	Conclusions du Titre 2	224

Troisième partie: L'impact du droit de l'Union : considérations transversales	227
Introduction	229
Titre premier. Comparaison des enseignements des parties précédentes	230
Titre 2. Analyse par le prisme de l'eupéanisation	232
Chapitre premier. Présentation des grilles analytiques retenues	233
Section 1. La méthode de MM. Knill et Lehmkuhl	233
Section 2. La méthode de Mme Börzel et M. Risse	234
Section 3. Conclusion	235
Chapitre 2. Analyse	235
Section 1. L'élaboration de la norme au niveau de l'Union	236
§ 1. L'intégration négative	236
§ 2. L'intégration positive	241
Section 2. La pression adaptative sur le droit du travail belge	244
Section 3. Les prismes nationaux	246
Conclusions du Titre 2	251
Conclusions de la troisième partie	252
Conclusions générales	255
Bibliographie	261